

Comptes rendus / Book Reviews

Gérard Bouchard — *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, vlb éditeur, 1999, 159 p.

La « question nationale » — la « question du Québec » dirait le reste du Canada — n’a pas fini de faire couler l’encre. Encore cet été, *Le Devoir* publiait une série d’articles sur « Penser la nation québécoise » sous la plume de plusieurs intellectuels québécois, dont Charles Taylor, Danielle Juteau et Gilles Bourque. Gérard Bouchard clôturait la série les 4 et 5 septembre avec un « Manifeste pour une coalition nationale » où il reprenait très brièvement l’un des volets de son ouvrage. Mais le débat paraît être présentement dans une impasse ou, plutôt, dans une période de réflexion fondamentale. Référendums et élections récentes ont montré que la population du Québec est collectivement indécise quant à son avenir et quant à sa relation avec le Canada. Le Parti québécois ne parle plus que de rassembler les « conditions gagnantes » et de tenir un référendum « gagnant ».

C’est dans ce contexte que Bouchard traite de la nation québécoise; et c’est bel et bien de « conditions gagnantes » dont il est question dans son essai, compte tenu de l’importance que revêt l’enseignement de l’histoire dans le développement du sentiment collectif. L’historien utilise d’ailleurs une expression qui donne une bonne idée des bases de l’écrit : « l’impatience des racines » (p. 80). Il entend définir la nation québécoise, et l’enseignement de son histoire, en tenant compte de son passé canadien-français et en fonction d’un avenir québécois, ouvert sur la diversité et uni par la parole dans la francophonie. Il traite de la « nation québécoise » en deux mouvements, avenir national et histoire nationale, sur un air en deux temps, Québec et pluralisme. Le tout forme un ensemble tricoté serré.

Le premier mouvement porte sur une nouvelle définition de la nation québécoise. Pour l’auteur, la question est claire : « Essentiellement, il s’agit de trouver des voies pour adapter l’idée nationale à la diversité ethnique et culturelle. La donnée nouvelle qui s’est en effet imposée depuis un demi-siècle, c’est que de plus en plus d’immigrants tiennent à conserver une grande partie de leur identité et de leur culture » (p.15). La réponse mise de l’avant est simple : « la nation québécoise comme francophonie nord-américaine » (p. 62–72). En effet, l’auteur propose la

langue française comme élément rassembleur d'une société respectueuse de la diversité de ses groupes ethnoculturels.

Dans un deuxième mouvement, l'historien aborde l'enseignement de l'histoire nationale et prend position dans le débat qui mobilise le monde historien au Québec, comme au Canada. Il y a un fort courant en faveur de l'enseignement d'une histoire à saveur traditionnelle, soulignant les « grandes » personnalités et les « grands » événements qui ont façonné le pays Canada, ou le pays Québec. En accord avec l'idée d'une nation pluraliste, Bouchard propose une histoire globale et intégrée, qui doit inclure les communautés culturelles, comme elle doit comprendre les divers groupes et secteurs sociaux de la population québécoise : femmes, enfants, travail, santé, éducation, religion... De nombreux historiens partagent ce point de vue, qui est probablement le courant le plus important des deux. C'est certainement celui qui représente le mieux les acquis de la science historique depuis les années 1970 : histoire ouvrière, histoire des femmes, de l'enfance, des Anglo-Québécois, des Premières Nations, des groupes ethnoculturels... L'histoire événementielle, essentiellement politique, ne s'entend plus qu'en arrière-plan, lorsqu'elle s'entend.

L'écrit de Bouchard montre bien que le débat sur la nation québécoise, comme le débat sur la langue française dans les années 1960 et 1970, a pour enjeu l'adhésion des communautés culturelles. Pour l'auteur, l'histoire nationale, comprise comme l'histoire sociale pluraliste du Québec et de ses « peuples », constitue l'un des moyens d'y parvenir — de créer une condition gagnante — et de constituer une nouvelle nation québécoise. La question est alors la suivante : est-ce que l'enseignement de l'histoire nationale, même revue et corrigée, est suffisante pour donner à toute la population du Québec un ensemble de référents culturels communs, propres à asseoir la nation? Est-ce possible d'arriver à une connaissance et à une perception communes d'éléments historiques comme la Conquête, les Rébellions ou les Crises de la Conscription, ou encore comme la Grève de l'amiante (1949) ou celle des réalisateurs de Radio-Canada (1958–1959)? Si l'exemple de la France, avec une histoire plutôt traditionnelle, va dans le sens d'une réponse affirmative, celui des communautés francophones et acadiennes va dans le sens contraire, en dépit de l'enseignement de l'histoire britannique à l'école secondaire.

Historiquement, la nation se forme non seulement au moyen de l'établissement d'un fonds culturel (au sens large) commun (« Qui sommes-nous? »), mais aussi au moyen de sa consolidation par comparaison ou par opposition aux « autres » (« Qui ne sommes-nous pas? »). Ce qui sert à déterminer qui ne fait pas partie, tout aussi bien que qui fait partie. La nation canadienne-française avait un « autre » commun, l'« Anglais » protestant. L'autre de la nation québécoise telle que définie par Bouchard sera-t-il canadien, comme l'autre (pour ne pas dire l'adversaire ou l'ennemi) des États-Unis était britannique à la naissance du pays et soviétique ou communiste plus récemment?

La nation de Bouchard a un territoire bien défini, le Québec, qui devient francophonie nord-américaine. En réduisant ainsi l'espace géographique et en traçant une équation entre nation québécoise et francophonie nord-américaine, l'historien évacue entièrement le reste de la francophonie canadienne. Selon lui, la politique du multiculturalisme canadien « a consacré le recul du Canada français, désormais

relégué au rang de minorité ethnique » (p. 41). De là à considérer les Acadiens et les Franco-Ontariens entre autres, comme des « dead ducks » ou des « cadavres encore chauds », il n'y a qu'un pas, que l'historien ne franchit pas, se rappelant sans doute de la controverse que ces expressions avaient suscitée. Il n'en reste pas moins que ce silence ignore totalement le rôle historique du Québec envers les communautés francophones. Et qu'il faudra bien un jour établir la contribution de ces communautés envers le Québec, au delà de l'appropriation de Gabrielle Roy, de Daniel Lavoie et d'Antonine Maillet...

Bouchard pousse donc à *une* conclusion politique les débats continus sur le Québec et sa souveraineté. Rejetant la notion de Canada français, il avance celle de la nation québécoise, comprise dans les frontières actuelles du Québec, avec les populations qu'elles contiennent, peu importe leur souche ou leur origine — une ouverture sur les autres qui est la bienvenue. Son essai place la question nationale dans le contexte qui lui appartient, celui de l'avenir de la population du Québec, à qui il revient de le déterminer, ce que la Cour suprême a reconnu dans son récent avis au gouvernement fédéral.

L'essai de Gérard Bouchard est une contribution de qualité à un débat vieux de plusieurs décennies, ne serait-ce que pour son regard d'historien projeté en avant. La discussion « nationale » — au sens québécois ou canadien du terme — est loin d'être terminée et, si l'on en juge par les discussions politiques récentes, l'arrangement acceptable n'est pas en vue. Comme cela arrive souvent, une solution, valable pour une ou deux — ou trois — générations viendra probablement d'un horizon imprévu — amérindien peut-être. C'est que les composantes du débat ne sont pas que québécoises, et que les quatre groupes identifiés par Bouchard — Franco-Québécois, Anglo-Québécois, Amérindien et Néo-Québécois — se retrouvent sous des noms et dans des proportions différentes à l'échelle du Canada : anglophones, francophones, Premières Nations et communautés culturelles.

Gratien Allaire
Université Laurentienne

James Cameron — *For the People: A History of St. Francis Xavier University*.
Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 1996. Pp. xx, 551.

James Cameron's *For the People* is a curious book. It reveals as much about the strengths and limitations of the Roman Catholic tradition in Eastern Nova Scotia as it does about St. Francis Xavier University, an institution which has endured innumerable hardships and disadvantages to become established as a national institution. A book about a university that is Roman Catholic raises numerous questions about the conflict between the religious aspirations of its founders and the ideal of a liberal arts education as well as about state control and clerical sponsorship.

Cameron brings to this history an impressive personal background within the Roman Catholic tradition, making this in some ways an insider's history. His frequent references to the Roman Catholic tradition, to the Urban College in Rome